



# RAPPORT D'ACTIVITÉ

Secrétariat général  
du Grand Conseil

25  
-  
26

# SOMMAIRE

3

**Édito du Secrétaire général**  
Mot d'introduction

4

**Chiffres clés**  
Nombre d'objets déposés, de séances,  
composition du plénum : tout savoir sur l'année  
parlementaire en chiffres

7

**Les sections en bref**  
Les principales actualités de chaque section  
du Secrétariat général en un coup d'œil

9

**Décisions - temps forts**  
Retour sur quelques décisions majeures  
de l'année écoulée

10

**Rétrospective**  
Chronologie des événements marquants  
de l'année passée au Parlement

12

**Zooms**  
Trois dossiers clés de l'année sous la loupe :  
le traitement du budget 2025, des travaux de la  
délégation des commissions de surveillance, et  
l'utilisation de l'IA au sein du Secrétariat général

16

**En images**  
Quelques instantés du quotidien au Parlement

18

**Le Secrétariat général du Grand Conseil**  
Organigramme du service et présentation  
des trois sections

# ÉDITO DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



*Spemque metumque  
inter dubii*

(Partagés entre l'espoir et la  
crainte)

**Igor Santucci**  
Secrétaire général

La charge hors norme que le Secrétariat général du Grand Conseil (SGC) a connue au cours de l'exercice écoulé a conféré à celui-ci un caractère marquant. Les chiffres ont atteint des records et continuent d'en battre, mais les missions ont continué à être assurées et de belles réalisations accomplies, grâce à l'important engagement consenti. Les périodes de pression au travail font certes partie de l'équation et la problématique ne réside pas tant dans ces périodes de haute intensité que dans leur persistance, au risque de provoquer un épuisement.

Prendre en main cette problématique est crucial : les coûts, directs et indirects, qu'une absence génère au sein d'une organisation sont indéniables. Il peut en résulter une surcharge pour le reste de l'équipe, une détérioration du climat de travail, un remplacement à organiser, une recrue à former, voire des compétences qui disparaissent parfois définitivement. C'est pourquoi les mesures préventives sont souvent bien moins coûteuses.

Grâce à une prise de conscience partagée avec l'ensemble des parties prenantes, la gestion et le traitement des dossiers parlementaires seront garantis dans les mois à venir, au moyen de diverses mesures décidées par le Bureau (notamment en acceptant que les délais soient ajustés aux ressources et en allouant des forces supplémentaires ponctuelles). Conscient des contraintes budgétaires qui concernent l'ensemble de l'administration cantonale, le SGC a considéré par ailleurs de sa responsabilité de faire état de besoins à plus long terme auprès de son autorité de tutelle ; celle-ci l'a entendu et l'avenir nous dira si le Grand Conseil valide ces propositions.

Dans tous les cas, c'est en de tels moments que l'on mesure la qualité de celles et ceux qui sont au service d'une institution, la solidité des liens qui les unissent et la profondeur de leur engagement. Les membres du SGC ont traversé cette période avec professionnalisme et persévérance. À ce titre, il convient d'exprimer ici, aux collaboratrices et collaborateurs et à toutes celles et ceux qui s'impliquent pour offrir les meilleures conditions cadres au Grand Conseil, une sincère reconnaissance.

## Cap sur la fin de la législature

L'année à venir s'annonce d'ores et déjà riche en défis et projets. Mener à bien le débat budgétaire en se souvenant de celui de l'année précédente, accompagner les commissions dans leurs examens des nombreux objets déposés depuis plusieurs mois, implémenter les modifications de la Loi sur le Grand Conseil et de son règlement dans les processus métier du SGC et dans SIEL, organiser les manifestations d'ores et déjà prévues en 2027, procéder aux travaux de maintenance de la Salle plénière, organiser la nouvelle législature, et permettre aux nouvelles et nouveaux élus d'empoigner leur mandat et de faciliter leur intégration, pour n'en citer que quelques-uns. Ces projets auront un même fil conducteur : dans une vision partagée de défense du Grand Conseil et une volonté de placer les député·e·s au cœur des priorités, il nous appartiendra de garantir un équilibre et une constance des institutions, même en temps de crise.

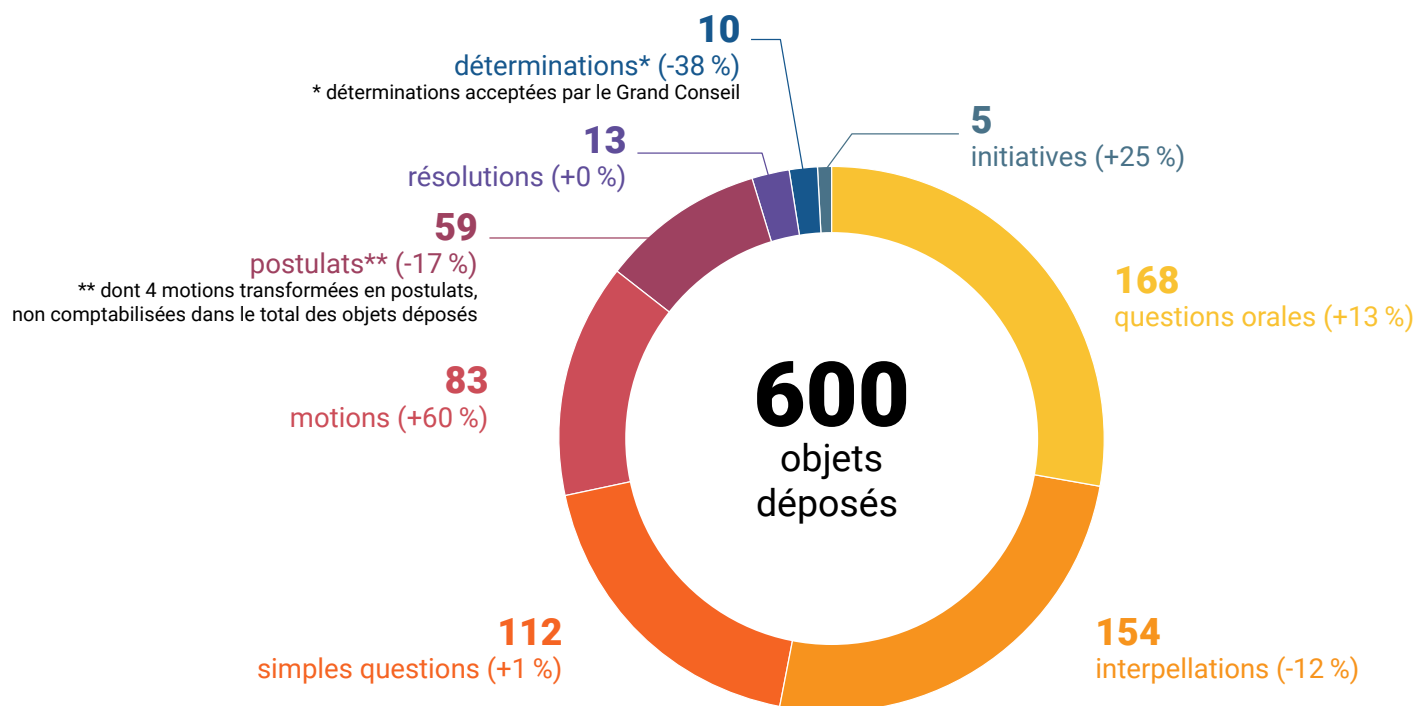
Une réflexion stratégique nous accompagnera ces prochaines années, étant donné que le système actuel, bien qu'il atteigne encore ses objectifs, semble commencer à souffrir de certaines limites qui appellent des adaptations, voire des transformations. Dans ce contexte, le SGC observera et sera à l'écoute des réflexions visant à faire évoluer le Grand Conseil et s'en inspirera pour adapter ses missions. Notre expertise est réelle et notre expérience précieuse. Il vaut la peine de les mettre à profit, car tout cela repose sur une certitude : chacun·e d'entre nous est acteur et actrice, à son niveau, de la réussite collective et chaque voix mérite d'être entendue dans le but de façonner au mieux les futurs services et prestations parlementaires.

# CHIFFRES CLÉS

Chiffres au 23 juin 2026, sauf mention contraire.

Tous les pourcentages sont arrondis et relatifs aux chiffres de l'année dernière.

## Séances plénières



**40**

séances du Grand Conseil (+0)

**189.5**

heures de séance (+5.5 heures)

**1405**

objets portés à l'ordre du jour (-234 objets)

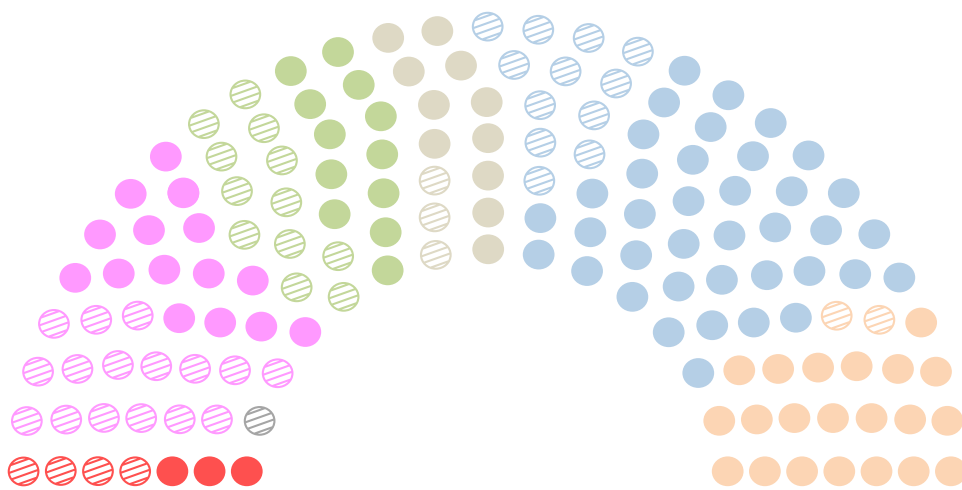
**14**

pétitions reçues (+5 pétitions)

**CHF 2'906'528.-**

Indemnités pour les séances plénières (+4%),

**CHF 4'231'205.35** indemnités totales (+2.5%)



|    |                                    |
|----|------------------------------------|
| 7  | Ensemble à Gauche et POP (EP)      |
| 1  | Indépendante                       |
| 31 | Socialiste (SOC)                   |
| 24 | Vert·e·s (VER)                     |
| 14 | Vert'Libéral (V'L)                 |
| 50 | Libéral-Radical (PLR)              |
| 23 | Union Démocratique du Centre (UDC) |

**150**

Député·e·s

**50**

Femmes(♀)

**10**

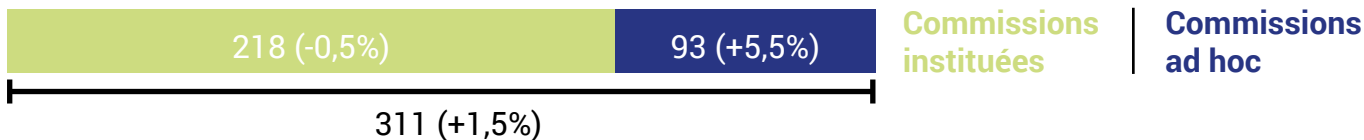
Démissions

## Bureau et commissions

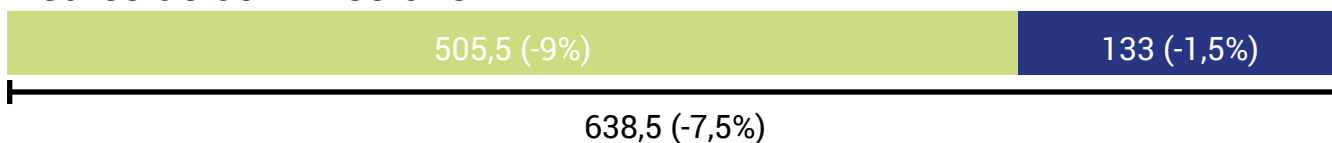
**23**

séances du Bureau (+2 séances)

### Séances de commissions



### Heures de commissions



**287**

Rapports de commissions publiés (+36 rapports)

### Commissions les plus actives

**COFIN**

Commission des finances

**31**

séances

**88**

heures de débat

**DELSURV**

Délégation des commissions de surveillance

**26**

séances

**56**

heures de débat

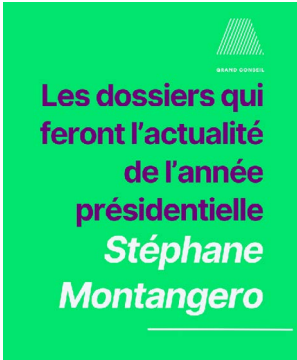
### LINKEDIN

**4519**

abonné·e·s (+1087 abonné·e·s)

#### Publications avec le plus d'engagement

(hors ordres du jour et décisions du Grand Conseil)

- 1. **Les dossiers qui feront l'actualité de l'année présidentielle**  
**Stéphane Montangero**
- 2. **Rapport annuel 2025**  
**Commission de gestion**  
**26 observations et 20 remarques**
- 3. **L'année 2025-2026 sous l'œil du président**  
**Stéphane Montangero**

### WHATSAPP

**776**

abonné·e·s

(depuis le lancement en août 2025)

### VD.CH/GCVD

**808 100**

vues toutes pages confondues  
sur [vd.ch/gcvd](https://vd.ch/gcvd)

Top 3 des pages les plus vues :

- 1. Page d'accueil**
- 2. Séances du Grand Conseil**
- 3. Annuaire des député·e·s**

### RELATIONS MÉDIAS

**3**

conférences de presse (+1)

**63**

sollicitations médias (+16)

**28**

communiqués, brèves, notes à la presse (+6)

# LES SECTIONS EN BREF

## SECRÉTARIAT PARLEMENTAIRE

**Adaptations SIEL** – Des évolutions développées pour et avec les député·e·s ont été déployées. Elles visent notamment à améliorer l'ergonomie du système d'information, ainsi que la gestion et la recherche des documents.

**Campagne de spam** – Le 17 mars, notre responsable informatique a détecté une campagne d'envois massifs de courriers électroniques à destination de membres de la députation et a immédiatement alerté la DGNSI. Cet incident a causé des lenteurs et des perturbations ponctuelles dans la réception des messages, affectant le bon fonctionnement des échanges électroniques. La séance du Grand Conseil a pu cependant se dérouler normalement. En outre, aucune intrusion dans les systèmes d'information n'a été détectée et la sécurité des données n'a pas été compromise par cet événement.

**RH** – En raison de la baisse choisie de taux d'activité au sein de l'équipe, nous avons eu l'opportunité d'engager, sans demande de ressources supplémentaires, une nouvelle secrétaire parlementaire à 50 % au 1er octobre 2025.

Suite à plusieurs gros dossiers qui nécessitaient de renforcer momentanément nos équipes, nous avons pu engager temporairement une secrétaire de commission qui travaille à temps partiel auprès du Grand Conseil genevois. Cette collaboration a été une vraie réussite: cela n'a rien changé pour nos collègues genevois, et cela nous a aidés à faire face à la surcharge de travail, côté vaudois. De plus, nous avons pu comparer nos pratiques de travail à celles genevoises et réfléchir à d'éventuelles améliorations.

Durant cette année 2025-2026, le service a eu la joie de voir trois collaboratrices donner naissance à trois enfants en pleine santé. En congé maternité, elles ont pu être suppléées par des collaboratrices engagées temporairement et qui ont donné pleine et entière satisfaction.

En juin, à l'invitation de M. Jacques Nicolet, conseiller national et ancien président du Grand Conseil, le service a eu l'opportunité d'assister à une matinée de la session d'été du Conseil

national puis, pour certain·e·s, de prendre part au Forum annuel des services parlementaires à Aarau. L'événement, qui s'adresse aux collaboratrices et aux collaborateurs des services parlementaires aux niveaux fédéral, cantonal, municipal et communal, portait sur les « interventions parlementaires par le prisme de la science et de la pratique ».

**Rencontre des Présidents des parlements cantonaux** – Notre apprenti a organisé cette rencontre annuelle qui a eu lieu à Lausanne le 24 avril 2026. De la recherche d'interprète, de visites appropriées au public cible, en passant par la gestion du temps le jour J, il a assuré la bonne marche de l'événement à la grande satisfaction du Président du Grand Conseil.

**Lancement des travaux liés au changement de législature** – Avant de débiter la dernière année de la législature 2022-2027, il est déjà temps d'entamer les dossiers quinquennaux. Des réflexions et propositions ont pu démarrer avec les groupes politiques sur le futur décret fixant le montant des indemnités des membres du Grand Conseil ou sur la méthode de travail de la prochaine répartition des sièges au sein des commissions. Nous travaillons également sur plusieurs améliorations à apporter aux processus qui entourent le changement de législature.

**Plusieurs projets initiés** – Tout au long de l'année, plusieurs dossiers ont agrémenté notre quotidien, dont notamment la consultation du projet de révision partielle de la loi sur le Grand Conseil, la rédaction d'un guide destiné aux enseignant·e·s qui souhaitent visiter le Parlement avec leur classe, l'élaboration du référentiel de gouvernance documentaire du service ou encore une première participation au Passeport Vacances de la Région lausannoise.

## COMMUNICATION

**Réseaux sociaux** – Après avoir ouvert sa chaîne Youtube pour diffuser les séances du Grand Conseil, le Grand Conseil vaudois s'est doté dès la rentrée d'août 2025 d'une chaîne Whatsapp. Avec presque 800 abonné·e·s, elle permet de s'informer en un coup d'oeil sur l'actualité

parlementaire. Appréciée des journalistes et des membres de l'administration, elle est rapidement devenue un canal incontournable, qu'il s'agira de continuer à développer.

**Médium vidéo** – La révision de la loi sur l'énergie, un des dossiers phares de la législature, a été l'occasion pour le Grand Conseil de tester la vidéo comme nouvel outil de communication pour expliciter le rôle du parlement dans ces grands dossiers. Une vidéo d'animation expliquant le travail de la commission a ainsi cumulé plus de 5'500 vues toutes plateformes confondues après une semaine de diffusion. Les vidéos des présidents à l'occasion de la journée de l'indépendance vaudoise reçoivent également bon accueil. Des signaux positifs, qui encouragent à développer ce médium.

**Contacts interparlementaires** – Le Grand Conseil vaudois fait partie des premiers parlements suisses à avoir intégré une compétence communication dans leurs équipes. Le retour d'expérience après 3 ans d'activité intéresse fortement les autres parlements. En témoignent la présentation faite lors de la réunion des présidences des parlements cantonaux en avril 2026 et un article rédigé pour le Bulletin d'information de la Société suisse pour les questions parlementaires.

**Recherche des objets parlementaires** – Une étude a été engagée en collaboration avec la Direction générale du numérique et des systèmes d'information (DGNSI) pour examiner le possible développement d'un module de recherche des objets parlementaires sur le site du Grand Conseil. Cette étude a permis d'identifier la nécessité de faire évoluer l'architecture technique de SIEL pour permettre de meilleures performances et un meilleur échange de données avec vd.ch. La DGNSI a engagé des travaux en ce sens. La création d'un module de recherche reprendra sur cette base. En cours d'étude, un échange avec nos homologues fribourgeois, qui ont effectué un développement similaire en 2025, a été très instructif.

## SECRÉTARIAT DES COMMISSIONS

**Dossier patient informatisé** – Dans un contexte de forte attention médiatique, l'examen du programme de remplacement du dossier patient informatisé (DPI) a mobilisé la commission autour d'un objet mêlant enjeux de santé

publique, transformation numérique, financement hospitalier et protection des données. Répartis sur près de deux mois et demi, les travaux ont nécessité six séances de commission, neuf auditions de représentant·e-s du monde hospitalier, d'experts académiques, d'autorités cantonales et d'autres acteurs concernés ainsi qu'une démonstration du système EPIC. Les échanges particulièrement nourris ont conduit la commission à solliciter de nombreuses informations complémentaires auprès du Département. Les travaux se sont achevés dans un contexte institutionnel particulier, marqué par le changement à la tête du Département de la santé et de l'action sociale: la commission a de justesse terminé l'examen de cet important projet au terme du mandat de la conseillère d'État Rebecca Ruiz, sa défense devant le Grand Conseil revenant à son successeur. Le secrétariat a assuré la coordination de ces travaux, l'organisation des auditions, le suivi d'une documentation particulièrement dense et la rédaction d'une synthèse des discussions. Les travaux ont abouti à deux rapports de minorité aux côtés du rapport de majorité.

**Zones carcérales** – Le 12 mai 2026, le Grand Conseil a adopté en deuxième débat un crédit d'investissement de près de 40 millions, destiné à la construction d'une zone carcérale d'attente (ZAC) de 60 places de détention sur le site du Pôle pénitentiaire du Nord vaudois. Cette nouvelle structure vise à permettre le respect de la durée légale maximale de 48 heures de détention dans les zones carcérales de police et de gendarmerie. La Commission des visiteurs du Grand Conseil (CVGC) a traité en urgence cet objet durant deux séances en février 2026.

**Dossier M2 - M3** – L'EMPD 25\_LEG\_91 a été examiné par la Commission des infrastructures liées aux transports et à la mobilité les 22 janvier, 9 et 12 février 2026. La commission a travaillé en un temps record, rendant son rapport et un communiqué de presse le 12 mars 2026. Suivie par le Grand Conseil en séance plénière, elle recommandait unanimement l'entrée en matière sur le renouvellement des automatismes et l'augmentation de capacité du m2, ainsi que sur les études du futur m3. Elle proposait aussi, avec quelques abstentions, de soutenir l'étude d'une liaison piétonne gare-Flon. Ces investissements visent à répondre à la forte hausse de fréquentation, à renforcer la fiabilité du réseau et à préparer son développement à long terme.

# DÉCISIONS - TEMPS FORTS

69 projets de lois et de décrets votés, dont :

25\_RAP\_30

## 27 janvier 2026 | BOUCLIER FISCAL

Après des échanges nourris, les député·e·s ont refusé d'instituer une commission d'enquête parlementaire relative à l'application du bouclier fiscal, la majorité absolue de 76 voix n'ayant pas été atteinte.

### Vote d'entrée en matière

74 OUI | 37 NON | 32 ABSTENTIONS

23\_LEG\_147

## 3 février 2026 | LOI SUR L'ÉNERGIE

Après de longs débats, le Grand Conseil valide la révision totale de la loi sur l'énergie, qui permet notamment de produire plus d'énergie locale et renouvelable, tout en réduisant la consommation.

### Vote final

99 OUI | 31 NON | 13 ABSTENTIONS

25\_LEG\_21

## 3 mars 2026 | SALAIRE MINIMUM

Le Grand Conseil soutient le contre-projet du Conseil d'État relatif à l'instauration d'un salaire minimum dans le canton. En votation populaire, le principe d'un salaire minimum a été inscrit dans la Constitution, mais l'initiative et le contre-projet n'ont pas convaincu.

### Vote final

78 OUI | 51 NON | 4 ABSTENTIONS

20\_LEG\_73

## 24 mars 2026 | ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Le Grand Conseil a validé la réforme de l'enseignement dans les écoles privées et à domicile. Parmi les nouveautés, les parents désirant faire l'école à la maison doivent demander une autorisation.

### Vote final

131 OUI | 0 NON | 1 ABSTENTION

24\_LEG\_218/219

## 24 mars 2026 | PÔLE PÉNITENTIAIRE

Le Grand Conseil a validé un crédit total de 8,3 millions pour financer les études relatives à la construction de nouveaux bâtiments du Pôle pénitentiaire du Nord vaudois. Une réponse à la surpopulation dans les prisons.

### Vote final

102 OUI | 2 NON | 5 ABSTENTIONS

25\_LEG\_91

## 21 avril 2026 | M2 ET M3

Le Grand Conseil a donné, à l'unanimité, plusieurs feux verts pour la rénovation du m2 (renouveler les automatismes et augmenter sa capacité) et pour la réalisation de la future ligne du m3. L'étude d'une liaison piétonne entre la gare et le Flon a également été acceptée, après un vote plus serré.

### Crédit pour étudier la faisabilité d'une liaison piétonne gare-Flon

81 OUI | 53 NON | 6 ABSTENTIONS

26\_MOT\_3

## 9 juin 2026 | BOUCLIER FISCAL BIS

Le Grand Conseil a accepté de créer une commission chargée d'examiner si une action civile contre des membres, actuels ou passés, du Conseil d'État est justifiée dans le cadre de l'affaire du bouclier fiscal.

### Vote de prise en considération

74 OUI | 39 NON | 29 ABSTENTIONS

# RÉTROSPECTIVE

- 24 juin 2025** ● **Renouvellement de la Présidence et du Bureau**  
Un siège a été repourvu au Bureau du Grand Conseil. Pour la quatrième année de la législature, il était donc composé de : Stéphane Montangero, président ; Patrick Simonin, 1er vice-président ; Nathalie Jaccard, 2e vice-présidente ; Jean-Bernard Chevalley, Céline Misiego, Marc Morandi et Cloé Pointet, membres. Le Grand Conseil compte toujours six groupes politiques.
- 2 septembre** ● **Réception du nouveau Président du Grand Conseil**  
Stéphane Montangero a fêté officiellement son élection en tant que 1er citoyen du canton dans sa ville d'Aigle, dont il est par ailleurs conseiller municipal, en présence des autorités cantonales, locales et de la population.
- 19-20 septembre** ● **Réunion des Bureaux des Grands Conseils de Suisse romande, de Berne et du Tessin**  
Le Canton du Jura a accueilli la 62e réunion à Delémont et Porrentruy. Une occasion pour les huit Bureaux des cantons latins de se rencontrer et d'échanger. La partie officielle était consacrée au thème « Transfert de la Ville de Moutier dans le canton du Jura ».
- 24 septembre** ● **Rencontre entre le Bureau et le Conseil d'État**  
C'est le 18 septembre 2024, comme toujours en début d'année politique, qu'a eu lieu la traditionnelle rencontre annuelle entre les deux premiers pouvoirs.
- 20-22 octobre** ● **37ème Assemblée régionale Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) à Andorre**  
Trois grands thèmes ont occupé l'assemblée: la manière dont les économies européennes s'adaptent aux évolutions du contexte international, l'impact de l'intelligence artificielle au service d'une croissance inclusive et diversifiée et le rôle de la jeunesse francophone dans l'économie de demain, en tant qu'actrice du changement et catalyseur de l'innovation. Pour plus d'informations, la délégation vaudoise de l'APF rend compte de ses activités dans son [rapport annuel](#).
- 5 novembre** ● **Mise en consultation de la révision de la loi sur le Grand Conseil**  
À cette date, la Commission des institutions et des droits politiques rendait public son projet d'exposé des motifs et de révision partielle de la loi sur le Grand Conseil ainsi que son règlement et organisait une conférence de presse. Cette communication a été suivie par une consultation officielle, formellement adressée au Conseil d'État, aux groupes politiques et au Bureau du Grand Conseil, à la Commission des finances et à la Commission de gestion, ainsi qu'au Secrétariat général du Grand Conseil.
- 7-8 novembre** ● **Journée des Parlements**  
L'assemblée annuelle de la Société suisse pour les questions parlementaires (SSP) s'est tenue à Zurich sous une forme nouvelle, la « Journée des Parlements », appelée à être reconduite une année sur deux, en alternance avec la formule classique. Le thème de l'assemblée était « Notre démocratie est-elle solide ? – Le rôle des parlements dans un monde incertain ».
- 11 novembre** ● **Visite d'une délégation de l'Assemblée populaire de Jiangsu**  
Dans le cadre du partenariat établi depuis 15 ans entre la Province chinoise du Jiangsu et le Canton de Vaud, une délégation de l'Assemblée populaire du Jiangsu a rencontré les membres du Bureau du Grand Conseil et visité le parlement.
- 13 novembre** ● **Parlement des filles**  
Organisée par le Bureau cantonal de l'égalité entre les femmes et les hommes avec l'appui du Secrétariat général du Grand Conseil et l'encadrement de député·e·s, cette manifestation, parmi les plus courues de la Journée oser tous les métiers (jom) / Futur en tous genres, a connu à nouveau un vif succès.

- 10 décembre** ● **Élection de Guy Parmelin à la présidence de la Confédération**  
 Guy Parmelin, ancien député, a été brillamment élu à la présidence de la Confédération pour la seconde fois par 203 voix sur 210. Il a été fêté dans le canton de Vaud le 18 décembre.
- 9 janvier 2026** ● **Deuil national en hommage aux victimes du drame de Crans-Montana**  
 Un dramatique incendie, survenu dans la nuit du réveillon à Crans-Montana, a tué 41 personnes et blessé 115 autres, dont des Vaudois·e·s. En signe de deuil et de solidarité, les drapeaux vaudois, dont celui du parlement, ont été en berne jusqu'au 6 janvier et les député·e·s ont observé une minute de silence lors de la séance du 13 janvier. 41 personnes ont perdu la vie et 115 blessé·e·s, drapeaux en berne jusqu'au 6 janvier. 1 minute de silence au GC
- 12 janvier** ● **«Affaire Dittli» et bouclier fiscal: publication de deux rapports**  
 Deux rapports d'importance sont publiés ce jour: le rapport spécifique de la Délégation des commissions de surveillance et le rapport du Bureau sur l'institution d'une commission d'enquête parlementaire (CEP). Le 1<sup>er</sup> formule 24 recommandations pour rétablir la confiance dans les institutions, le second rapporte la décision du Bureau de ne pas soutenir l'instauration d'une CEP, mais de favoriser d'autres approches pour faire la lumière sur l'application du bouclier fiscal.
- 8 et 29 mars, 26 avril, 17 mai** ● **Élections communales**  
 Les élections communales se sont déroulées, comme le veut le système électoral vaudois, sur quatre dates. Elles ont vu l'élection ou la réélection de nombreux membres du parlement à diverses fonctions. Cela a débouché sur plusieurs démissions du Grand Conseil.
- 23 avril** ● **Rencontre des Bureaux du Grand Conseil vaudois et valaisan**  
 Dans le cadre des traditionnelles rencontres bilatérales entre bureaux de parlements, le Bureau vaudois a invité ses homologues valaisans pour une séance à Aigle.
- 24 avril** ● **Rencontre des Présidents des parlements cantonaux à Lausanne**  
 Le Président, Stéphane Montangero, a accueilli ses homologues des autres cantons suisses. Après une présentation de l'institution, les participant·e·s ont pu découvrir les actions de communication du Grand Conseil vaudois afin de rendre visible l'activité parlementaire.
- 19 et 26 mai** ● **Hommage à Rebecca Ruiz et assermentation de Roger Nordmann**  
 Suite à la démission de la conseillère d'Etat Rebecca Ruiz, le Grand Conseil lui a rendu hommage le 19 mai. La semaine suivante, il a procédé à l'assermentation de son successeur, Roger Nordmann, élu le 29 mars au 2<sup>e</sup> tour.
- 2-5 juin** ● **Déplacement du Bureau à Strasbourg**  
 À l'invitation d'Alain Berset, secrétaire général du Conseil de l'Europe et ancien président de la Confédération, le Bureau s'est rendu à Strasbourg pour des échanges et visites, au Conseil de l'Europe et au Consulat général de Suisse.
- 9 juin** ● **Motion Morin, début d'une procédure inédite au Grand Conseil vaudois**  
 Le Grand Conseil a accepté (73 oui, 44 non, 25 abst.) d'engager une procédure afin d'examiner la responsabilité d'un·e ou de plusieurs membres du Conseil d'Etat, actuels ou passés, dans le cadre de l'affaire du bouclier fiscal. Une commission doit procéder aux recherches nécessaires.
- 17 juin** ● **Visite du Bureau au Conseil des États**  
 À l'invitation de Stefan Engler, président du Conseil des Etats, le Bureau du Grand Conseil vaudois s'est rendu à Berne, où il a été reçu à la tribune.

## Traitement du budget 2026 et son impact sur le Secrétariat général

**Le projet de budget 2026 affichait un résultat déficitaire de 331 millions, conforme au cadre constitutionnel. Pour atteindre cet objectif, le Conseil d'Etat s'est appuyé sur des mesures d'économies, contestées dans la rue et fortement débattues au Grand Conseil. L'ampleur des travaux nécessaires au traitement de ce budget né d'un contexte économique particulièrement tendu a eu de nombreuses répercussions sur le travail du Secrétariat général.**

La Commission des finances (COFIN) a consacré plus de trente heures de séances à l'analyse de cet exercice budgétaire délicat. Ses débats ont été d'une rare intensité, avec le dépôt de plus de 50 amendements (dont seuls 8 ont été au final retenus par la commission), 6 observations ainsi qu'un nombre totalement inédit de 8 rapports de minorités au côté du rapport de majorité, ainsi que plusieurs demandes d'auditions de structures impactées par ces mesures. Cette tension s'est ressentie dans le vote de la COFIN, qui n'a recommandé l'adoption du budget que par 9 oui contre 6 non.

Pour accompagner la commission, son secrétariat a traversé une période d'activité sans pause, intégrant les weekends. Le recours à l'aide ponctuelle et efficace de collègues de la section des commissions et du Bulletin du Grand Conseil ont notamment participé à la délivrance du rapport dans le délai imparti. Cette délicate expérience a été l'opportunité de poser une réflexion sur les prestations fournies et a débouché, avec l'accord du Bureau du Grand Conseil, sur un soutien accru au secrétariat de la COFIN pour les prochaines éditions budgétaires.

### Le débat en plénum

Après le secrétaire de la COFIN, c'est au secrétaire général adjoint de prendre le relais pour préparer le 1er débat du plénum, le 2 décembre. Avec 1 rapport de majorité et 8 de minorité, ce travail de préparation a logiquement doublé en raison de la masse de données à examiner, ainsi que du nombre record d'amendements déposés (86 amendements traités en plénum, contre 41 l'année précédente) et de leurs nombreuses versions successives, dont certaines nous sont parvenues au moment de la prise de parole de l'auteur.

Le calendrier des séances plénières a aussi été impacté par l'élection de M. Guy Parmelin à la présidence de la Confédération le mercredi 10 décembre. Cet événement a nécessité de libérer cette matinée-là du calendrier pour assurer la présence des autorités cantonales au Palais fédéral. Cependant, les deux demi-journées de séance du 10 décembre ont tout de même été planifiées de 14h à 17h et de 18h à 22h. Cette séance nocturne a ainsi porté à quatre le nombre de séances qui se sont prolongées au-delà de 17h (contre une seule, l'année précédente). Ces circonstances ont évidemment allongé les journées du personnel qui assure le bon déroulement des séances plénières.

Malgré ces efforts, le risque que le Grand Conseil manque de temps pour terminer les débats budgétaires avant la fin de l'année subsistait. Le Bureau a alors décidé d'annuler le Noël du Grand Conseil prévu lors de la soirée du 16 décembre, afin de siéger en lieu et place.

Au-delà de l'adoption du budget, le mois de décembre 2025 a représenté 300 heures de travail de retranscription additionnel, en comparaison avec un autre mois de l'année, pour nos collègues du Bulletin du Grand Conseil.

Enfin, et là encore, il s'est agi d'une expérience inédite, les alentours du parlement ont été massivement occupés par la forte mobilisation de la fonction publique et parapublique en marge des séances plénières. L'enjeu du secrétariat, en collaboration avec la gendarmerie et les organisateurs des manifestations, a été d'assurer une sortie du parlement sans encombre à la députation, ainsi qu'aux membres du Conseil d'Etat.

## Travaux de la délégation des commissions de surveillance

**Le 25 mars 2025, suite à la publication du rapport Studer, le Grand Conseil a adopté la résolution Weissert qui confiait à une délégation des commissions de surveillance (DELSURV) le mandat de produire un rapport spécifique, pour aider à rétablir la confiance dans les institutions. Retour sur cet épisode, qui a nécessité un investissement particulièrement fort de la part du secrétariat des commissions.**

La DELSURV était composée de 13 membres (6 de la Commission des finances – COFIN, 7 de la Commission de gestion – COGES), représentant les forces politiques du Grand Conseil, avec à sa tête un Bureau composé d'une présidente et deux vice-présidentes.

Au bénéfice des pouvoirs d'investigation importants des commissions de surveillance, la DELSURV avait la possibilité de procéder aux auditions qu'elle jugeait nécessaires et de demander les documents utiles.

### Un secrétariat hors norme

Compte tenu de l'ampleur et de l'intensité de la tâche, 3 secrétaires, qui connaissent le fonctionnement des commissions de surveillance, ont été désigné·e·s pour accompagner cette délégation. Cette configuration devait leur permettre de se soutenir et de se remplacer, afin d'assurer en parallèle le fonctionnement usuel de leurs commissions respectives, notamment les travaux complexes et chronophages de la COFIN sur le budget 2025. Leur rôle a été central pour clarifier les compétences de la DELSURV, obtenir la documentation nécessaire, organiser, préparer, suivre et retranscrire les nombreuses séances et auditions, ainsi que participer à la rédaction du rapport puis gérer sa publication et communication. L'affectation de 3 secrétaires à la DELSURV a nécessité le renfort, au sein de la section des commissions, d'une auxiliaire du Secrétariat général du Grand Conseil genevois à 40 %.

La DELSURV s'est réunie à 14 reprises en plénière, toutes les séances étant précédées de réunions de son Bureau. Elle a mené 17 auditions en plénière et 19 par l'intermédiaire de ses 3 sous-délégations, pour un total de 32 personnes auditionnées, certaines à 2 reprises. De mai 2025 à la publication du rapport début janvier 2026, les secrétaires ont

consacré 1'450 heures au dossier, soit l'équivalent de 1,2 ETP sur 8 mois.

### Sous haute exigence de confidentialité

Amenée à traiter des informations particulièrement sensibles et à gérer des situations fortement émotionnelles, la DELSURV a conduit ses travaux sous le sceau d'une absolue confidentialité. Rigoureusement maintenue jusqu'à la publication du rapport, cette confidentialité a permis un travail serein, dans un contexte tendu où de précédents rapports publiés par le Conseil d'État avaient fait l'objet de fuites dans les médias.

Cette nécessaire confidentialité a conduit les secrétaires et le Bureau de la DELSURV à soigner le processus de communication. Un format inédit a été mis en place, comprenant une pré-conférence de presse destinée au Conseil d'État, aux chef·fes de partis et groupes politiques, suivie d'une conférence de presse qui a attiré une affluence exceptionnelle de journalistes au parlement.

### Un engagement intense et enrichissant

Exigeante mais particulièrement intéressante et gratifiante, l'expérience de la DELSURV a permis aux secrétaires de collaborer étroitement avec les commissaires, dans un contexte de travail intense et stimulant. Avec expertise, professionnalisme et disponibilité, ils ont contribué, dans des délais serrés, à l'élaboration du rapport de commission, dont la qualité a été relevée en plénum.

### Un rapport qui a fait l'unanimité

Le rapport de la DELSURV a été approuvé à l'unanimité au Grand Conseil le 20 janvier 2026. Plusieurs interventions ont salué le travail, considérant que le choix d'une délégation des commissions de surveillance avait permis de mener rapidement une investigation approfondie et de contribuer à rétablir la confiance dans les institutions.

## Des affaires qui ont mobilisé le service

Au-delà du rapport de la DELSURV, cette année parlementaire a été marquée par plusieurs épisodes liés à la conseillère d'État Valérie Dittli et au bouclier fiscal, dont la gestion a fortement mobilisé l'entier du Secrétariat général (SGC). Pas moins de 25 interventions parlementaires ont été déposées, ce qui représente une charge supplémentaire importante, retardant le suivi des objets courants. En particulier, une demande de Commission d'enquête parlementaire (CEP) et une procédure inédite fondée sur l'article 16 de la loi sur la responsabilité de l'État, des communes et de leurs agents (LRECA) ont accru le besoin de suivi et d'appui juridique. La réorganisation des départements du Conseil d'État a par ailleurs contraint le service à réassigner des objets parlementaires entre départements, complexifiant leur suivi.

Finalement, la décision de la Commission de gestion de produire un rapport spécifique sur l'application du bouclier fiscal après le refus du Grand Conseil d'instaurer une CEP, les demandes d'autorisation de poursuites pénales contre Valérie Dittli et la convocation par le Ministère public de l'ensemble des député·e·s en qualité de témoins dans une affaire de rupture du secret de fonction, ont accru l'attention des médias et nécessité de nombreuses communications (12 communiqués/note aux médias sur l'ensemble de ces sujets confondus). Cette accumulation d'événements s'est traduite pour le SGC par une mobilisation des ressources au-delà du fonctionnement habituel, une situation appelée à se prolonger jusqu'en fin de législature, avec la publication du rapport de la COGES et la suite des travaux de la commission LRECA.

## L'utilisation de l'IA au Secrétariat général

**En quelques années seulement, plusieurs outils d'intelligence artificielle (IA) grand public se sont invités dans le quotidien professionnel. Une puissance qui invite à apprendre à bien s'en servir, pour que ses effets restent positifs. Depuis plusieurs années déjà, le Secrétariat général explore ces outils avec prudence et curiosité. Tour d'horizon des tests et usages menés en interne.**

En 2026, l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) s'est généralisée dans de nombreux corps de métier. Le Conseil d'État en fait même une composante de son plan de retour à l'équilibre budgétaire : « revoir le fonctionnement de l'État, par la numérisation, l'intelligence artificielle (...) » (24heures, 24 juin 2026).

Parce qu'elles produisent principalement des données textuelles – notes de séance et retranscriptions des débats parlementaires – deux sections du Secrétariat général (SGC) sont particulièrement concernées par cette évolution technologique. Depuis une dizaine d'années, pour la retranscription des débats, les rédacteurs du Bulletin ont testé une demi-douzaine de logiciels de reconnaissance vocale, dopés à l'IA ou non. Alors que de nombreux services parlementaires font appel aux services de sociétés commerciales – avec des abonnements annuels de plusieurs milliers de francs – le SGC a pour l'instant fait le pari de solutions « grand public ». Il y a trois ans, une licence à vie du logiciel de transcription automatique Whisper Pro a ainsi été acquise pour la modique somme de 19,95 \$.

Depuis l'année dernière, pour pallier certaines lacunes de ce logiciel – erreurs dans les noms des député·e·s ou des communes vaudoises, méconnaissance du jargon parlementaire, notamment – ou pour gommer certains traits propres à l'oral, la transcription générée par Whisper est relue et corrigée par une seconde IA (Claude, d'Anthropic, en version gratuite). Sans transiger sur ses exigences rédactionnelles historiques – un important travail

de transcription demeure effectué par les collaboratrices et collaborateurs – l'usage combiné de ces deux outils a d'ores et déjà permis à la section du Bulletin de gagner en efficience.

Pour le secrétariat des commissions, la situation est plus complexe. En raison du caractère confidentiel des propos tenus, il n'est pas possible de confier les notes de séance à une IA délocalisée pour les reformuler ou les synthétiser. Les secrétaires de commission peuvent en revanche eux aussi utiliser Whisper Pro – installé sur un ordinateur hors réseau – pour la retranscription des séances enregistrées. L'absence de micros individuels et le caractère souvent informel des échanges en commission rendent toutefois les résultats moins concluants que pour les séances plénières.

Dans le domaine de l'IA, les choses évoluent très vite. La Direction générale du numérique et des systèmes d'information (DGNSI) devrait prochainement mettre à disposition « VIA », son intelligence artificielle « maison », destinée à l'ensemble de l'administration vaudoise. Fort de l'expérience déjà acquise, le groupe de travail « informatique » du SGC s'est naturellement porté volontaire pour participer à la phase de test. Pour se familiariser avec cette technologie et s'initier à l'art subtil du *prompting*, des collaboratrices et collaborateurs du service ont même pris les devants en suivant les formations proposées par le Centre d'éducation permanente (CEP) ou des cours en ligne.

# EN IMAGES



Réception du président Stéphane Montangero dans sa commune d'Aigle (ARC/Jean-Bernard Sieber)



À l'occasion de l'accession du vaudois Guy Parmelin à la présidence de la Confédération, le président du Grand Conseil offre une bouteille des «Trois Portes», issue des vignes du Parlement (SGC)



La présidente du Tribunal cantonal a été invitée par le président du Grand Conseil à planter un 158e cep dans la vigne du parlement, aux côtés des 157 autres pieds représentant les 150 député·e·s et les 7 membres du Conseil d'État (ARC/Jean-Bernard Sieber)



Entre ambitions politiques et contraintes budgétaires, le budget 2026 a été fortement débattu. Les mesures d'économie recherchées ont provoqué d'importantes manifestations devant les portes du parlement (ARC/Jean-Bernard Sieber)



Le drapeau vaudois en berne au-dessus du parlement, en hommage aux victimes de l'incendie de Crans-Montana. Le plénum, fortement marqué par la tragédie, a observé une minute de silence (SGC)



Le président du Grand Conseil a accueilli à bord du mythique bateau à vapeur de la CGN le président polonais, Karol Nawrocki et le président de la Confédération, Guy Parmelin. L'occasion de faire découvrir les vignes de Lavaux, classées à l'UNESCO (SGC)



Le président du Grand Conseil, Stéphane Montangero, félicite Roger Nordmann lors de son assermentation devant le parlement, le 26 mai.



En janvier, la Délégation des commissions de surveillance tient une conférence de presse pour communiquer les résultats de son enquête sur les dysfonctionnements au sein de l'administration révélés par le rapport Studer. La conférence fait salle comble (ARC/Jean-Bernard Sieber)

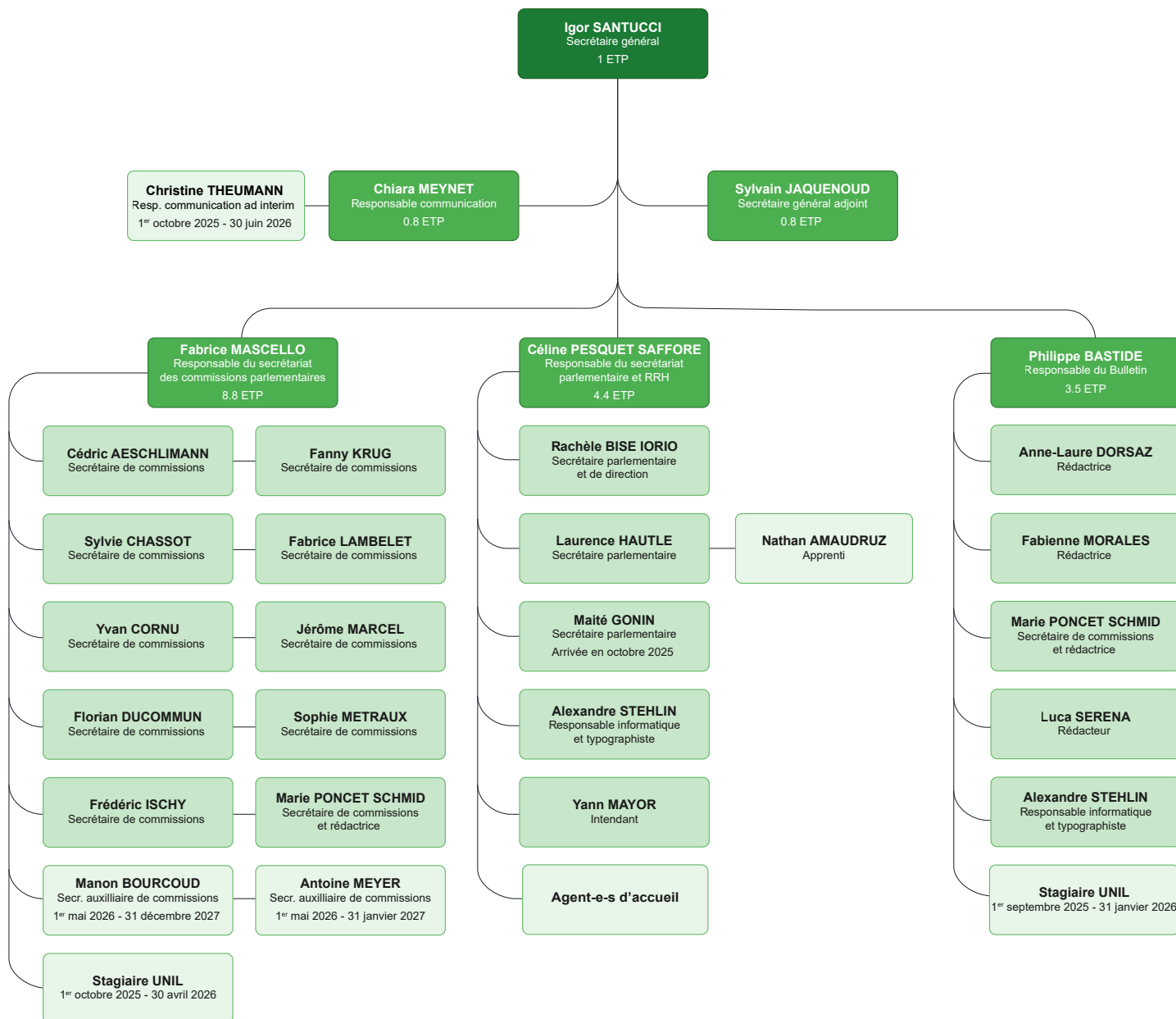


À l'invitation du président du Conseil des États, Stefan Engler, le Bureau du Grand Conseil a été reçu au Parlement fédéral en compagnie de conseillers nationaux et aux États vaudois, l'occasion d'échanger sur les enjeux communs aux cantons et à la Confédération (services du Parlement fédéral)



En juin, une partie du Bureau du Grand Conseil a été reçue au Conseil de l'Europe à Strasbourg. Parmi les temps forts, un échange avec Alain Berset, ancien président de la Confédération et actuel secrétaire général du Conseil de l'Europe (Conseil de l'Europe, Strasbourg)

# LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GRAND CONSEIL



# LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GRAND CONSEIL



**19.3 ETP**



**3 sections**

Le Secrétariat général du Grand Conseil est un service administratif cantonal indépendant, sous l'autorité du Bureau du Grand Conseil. Il est dirigé par le secrétaire général, élu par le Parlement à chaque début de législature. Il fournit un appui opérationnel, logistique et stratégique aux membres et aux organes du Parlement dans l'exercice de leurs activités. Il gère également la coordination de la communication du Grand Conseil et de ses commissions.

## Secrétariat parlementaire

**Assurer l'organisation et le fonctionnement du Grand Conseil**

### Principales missions :

- Planification du traitement des objets au Grand Conseil
- Mise à jour des textes légaux
- Intendance du bâtiment et des infrastructures
- Gestion et support informatique
- Gestion des invitations adressées à la Présidence du Grand Conseil
- Préparation des indemnités des député·e·s et gestion des dépenses

## Secrétariat des commissions

**Assurer en étroite collaboration avec les présidences de commission la bonne conduite des commissions instituées et ad hoc**

### Principales missions :

- Convocation aux séances de commissions
- Prise de PV et rédaction de projets de rapports de commissions
- Appui stratégique, logistique et scientifique aux travaux de commissions

## Bulletin

**Assurer la transparence et l'archivage des débats du Grand Conseil**

### Principales missions :

- Retranscription des débats du Grand Conseil dans les Bulletins
- Édition et publication des Bulletins (mise en forme, impression, diffusion)
- Traitement des demandes de renseignements concernant les archives du Grand Conseil

# Suivez l'actualité du Grand Conseil



*Débats, décisions, coulisses: restons connectés !*



[vd.ch/gcvd](https://vd.ch/gcvd)



**@GrandConseil  
Vaudois**



**@GrandConseil  
Vaudois**



**@GrandConseil  
Vaud**

**# GCVD**

